



# Solidaires des agriculteurs et du monde rural

## CMR, CCFD et MRJC invitent à l'action

**La crise agricole est au centre de l'attention médiatique. Les chrétiens engagés dans le CMR, le CCFD et le MRJC accompagnent, au long cours, ces réalités diverses et complexes qui nourrissent l'identité du milieu rural morbihannais. Ils évoquent ici la situation, tentent de trouver des pistes de réflexion et d'action. Ils veulent redonner la première place à l'homme en développant la solidarité et la responsabilité de chacun.**

L'agriculture actuelle est majoritairement prise dans un système libéral, qui pousse à plus de rendement, pour engendrer plus de profit pour ceux qui sont aux commandes (globalement les actionnaires des industries agro-alimentaires, des coopératives, des banques, de la grande distribution). L'agriculteur ne maîtrise plus son outil de travail ; il devient une main-d'œuvre qui se dévalorise et supporte le coût :

- des restructurations de la profession (exploitations qui doivent être de plus en plus performantes, avec de moins en moins de monde),
- des aléas dûs aux événements climatiques (surproduction, pénuries...),
- de décisions politiques (embargos sur tels ou tels produits),
- de choix économiques (spéculations diverses organisées par les financiers pour rentabiliser leurs investissements...).

De plus en plus endettés, souvent désespérés, les agriculteurs ne voient plus de « sorties » viables à cette situation... Ils sont à la tête d'entreprises au capital énorme mais qui ne leur appartient pas (terres, matériels agricoles, bâtiments, cheptel) et n'ont que leurs yeux pour pleurer quant à vivre de leur travail.

Ces difficultés économiques ont des répercussions profondes sur les familles (conjoint et enfants) ; la concurrence s'accroît entre agriculteurs ; ils deviennent rivaux pour résister : étendre son exploitation, en s'appropriant les terres de l'autre, est une des solutions de ce système. La désertification

croissante du monde rural ajoutée à cette baisse du nombre d'actifs sur des exploitations de plus en plus grandes, des terres fertiles employées à autre chose qu'à nourrir les populations... Tout cela plombe le ciel des campagnes ! Se pose le problème de l'avenir de la région Bretagne dont l'économie est bâtie sur l'agriculture.

Dans le même temps, des paysans des pays du Sud sont victimes de mécanismes économiques qui détruisent l'économie locale : les petits paysans sont contraints de quitter leurs terres pour faire place à des monocultures d'exportation. Les forêts primaires sont détruites pour étendre ces monocultures, les populations indigènes sont déplacées, et leur vie est menacée. Les systèmes d'exploitation mis en place, à base de produits chimiques, ruinent les sols et affectent gravement la santé des populations (en commençant par celle des agriculteurs qui utilisent ces produits) et compromettent l'avenir.

Face à cela, les chrétiens engagés dans le mouvement « Chrétiens dans le monde rural » mais aussi dans le « Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire » s'appuient sur les propos du Pape François dans son encyclique « Laudato Si' ». Son éclairage biblique (chapitre 2) et l'analyse qu'il fait (chapitre 3) sont une source dans laquelle ils puisent des éléments de réflexion : « Dans son histoire et son analyse aujourd'hui, nous reconnaissons le chemin fait en mouvement CMR.

(suite page 11...)



Ce mouvement a pour but de promouvoir le vivre-ensemble, la fraternité et les solidarités en milieu rural, au travers d'une vie d'équipe et de rencontres ponctuelles, en vue de contribuer à la transformation de la société. Issu du catholicisme social et des mouvements humanistes, il propose : une spiritualité de la solidarité et de la fraternité, des lieux d'échange, de formation, de partage avec une approche d'éducation populaire et un encouragement à participer avec d'autres, à des actions pour le développement de tous. Le mouvement compte 10000 membres. A l'image de l'évolution des territoires ruraux, le CMR n'est plus majoritairement composé d'agriculteurs. Toutefois, il demeure un des rares lieux où ils peuvent échanger entre eux et avec des non agriculteurs sur l'évolution et les difficultés de leur profession.



Le Comité catholique contre la faim et pour le développement-Terre Solidaire est la première ONG de développement en France. Reconnue d'utilité publique en 1984, l'association a reçu en 1993 le label Grande Cause Nationale et a le statut de consultant auprès du Conseil économique et social des Nations-Unies. Depuis plus de 50 ans, le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé contre la faim dans le monde. Il soutient des actions locales dans les pays du Sud, sensibilise l'opinion française à la solidarité internationale, et agit sur les causes profondes de la pauvreté par le plaidoyer.



Le Mouvement rural de jeunesse chrétienne est géré et animé par des jeunes de 13 à 30 ans et organisé du local à l'international. Il compte 10 000 militants de toutes les campagnes de France rassemblés par petites équipes autour de projets au service de leurs villages, de leurs territoires. S'investir dans la vie locale, faire des propositions et exercer pleinement sa citoyenneté, voilà leur proposition. École de responsabilité, et mouvement d'éducation populaire, le MRJC donne aux jeunes les moyens de devenir ce qu'ils souhaitent ; de s'installer dans le monde rural et, plus globalement, de transformer la société !

## **Pour des changements profonds à la mesure des enjeux de la crise agricole, le CMR national propose de bâtir ensemble une éthique pour une culture agricole et rurale soucieuse de la gestion du milieu vivant pour le bien de l'humanité, dans le respect du bien commun, de sa richesse et de sa diversité.**

Nous partageons les orientations de l'encyclique «Laudato Si'» en vue d'une société socialement équitable, attentive à la dignité de tous et respectueuse de la terre, « notre maison commune ». Répondre à son appel implique un changement de cap, dans lequel l'agriculture et le monde rural ont un rôle fondamental à jouer.

### **Pour cela, le CMR en appelle à la responsabilité :**

♦ **Des consommatrices et consommateurs** que nous sommes tous, pour nous interroger sur les conséquences de nos façons de consommer : sur les producteurs d'ici, d'ailleurs, et sur la nature.

♦ **Des agricultrices et agriculteurs** pour s'interroger sur les conséquences de leurs façons de produire, de valoriser et de vendre : sur eux-mêmes, les autres et la nature.

♦ **Des organisations agricoles et para-agricoles** pour mettre en place des moyens humains pour accompagner les agriculteurs dans le changement de leurs pratiques culturales.

♦ **Des organisations coopératives** en particulier, pour retrouver le sens de la solidarité qui les a faites naître, redonner une vraie place aux producteurs, et les soutenir dans le développement de nouvelles formes de coopération, leur permettant de se réapproprier leur outil de travail et de retrouver de l'autonomie dans leurs choix.

♦ **Des transformateurs et distributeurs** pour rendre à leurs fournisseurs la part de la valeur ajoutée qui leur revient (prix juste).

♦ **Des pouvoirs publics** pour assumer le rôle de régulateur garant du bien commun qui leur incombe, notamment par la mise en place d'outils d'ajustement de la production permettant une juste rémunération des producteurs, une politique foncière basée sur le reconnaissance du sol comme bien commun, un soutien à l'installation des jeunes et une fiscalité favorisant l'emploi plutôt que la capitalisation des biens, un soutien à une commercialisation en circuits courts, favorable à la viabilité du territoire.

♦ **De la société civile** qui a un rôle à jouer pour inciter et soutenir les pouvoirs publics à agir en ce sens et expérimenter de nouveaux systèmes de production, de transformation et de commercialisation à taille humaine, soucieux d'offrir des conditions de travail dignes et épanouissantes à ceux qui en vivent, de faire alliance avec la nature plutôt que de l'exploiter, de contribuer au vivre-ensemble de chacun(e) sur le territoire.

♦ **De l'Église** qui peut être moteur de la « conversion écologique » souhaitée par le Pape François. Le CMR se réjouit de la venue d'une délégation des évêques de France au Salon de l'agriculture, ce qui témoigne d'un souci pour les difficultés vécues par les agriculteurs. Ce premier pas symbolique doit maintenant se traduire sur le terrain dans leurs diocèses.

(suite de la page 9)

*La proposition du Pape François d'une écologie intégrale qui reconnaît que tout est lié dans la création et qui a souci du Bien Commun, une écologie dans laquelle nous nous rappelons que la terre que nous recevons appartient aussi à ceux qui viendront, correspond à notre ressenti ».*

Ainsi, le CCFD-Terre solidaire avance qu'il faut tout faire pour que les agriculteurs redeviennent maîtres de leur destin, dans l'optique de ce qu'il appelle la «souveraineté alimentaire» : se nourrir, et nourrir son pays, avec les fruits de son travail dont on a la maîtrise.

Le CMR dénonce, en écho, un système qui écrase, appauvrit et ne permet pas au plus grand nombre de vivre du travail de la terre. *«Cela ne nous désolidarise pas des personnes prises dans ce système... Nous comprenons jusqu'à la violence des manifestations d'agriculteurs... Nous nous sentons profondément solidaires et touchés par la désespérance, allant, hélas, pour quelques-uns d'entre eux jusqu'au suicide.»*

Avec un regard de croyant, la place de l'homme dans cette

situation leur semble être la référence commune, le point central d'attention qui permettra de sortir de cette épreuve : *« Il faut à présent chercher ensemble comment, à contre-courant de décennies de pratiques agricoles, nous pouvons tous contribuer à ce que chacun puisse vivre et travailler au pays.»* La production doit s'effectuer au plus près des consommateurs, en privilégiant une transformation locale et artisanale des produits, la distribution en circuits courts qui évitent les intermédiaires, la consommation raisonnée (produits de saison) leur semblent être des pistes déjà explorées, avec succès, par certains et à promouvoir avec force.

Nous nous sentons le devoir d'interpeller, à notre niveau, les «politiques», les syndicats agricoles, les responsables de l'industrie agro-alimentaire et ceux de la grande distribution, tous les acteurs du monde rural pour reprendre à la base les fondements d'une société qui, nous le pensons, si elle continue sa course actuelle va droit dans le mur... et il n'est sans doute plus très loin, comme le suggère le Pape François ! Nous nous sentons le devoir de les accompagner au

sens global, les rejoindre là où ils sont dans leurs difficultés, voir les impasses pour chercher les moyens de dépasser ces difficultés, afin de promouvoir des pratiques nouvelles de relations entre les personnes, de consommation des biens, d'ouverture aussi aux sœurs et frères d'ailleurs en connaissant et partageant leurs préoccupations et leurs luttes... Nous avons aussi à entrer en contact avec les agriculteurs qui nous entourent pour échanger, et mieux connaître la réalité qui est la leur. Nous devons créer des relations, des liens, de la compréhension entre des personnes vivant sur un même territoire.

Beaucoup d'entre nous sommes chrétiens pratiquants... Nous voulons porter dans notre prière, et dans les prières de nos communautés paroissiales, les situations dramatiques que vivent certains d'entre nous (personnes et familles)...



## Rêve d'installation pour accompagner l'avenir

**Pour la première fois en Bretagne, le MRJC organise bientôt en Morbihan, deux week-end «Rêve d'installation», une initiative destinée aux 18-30 ans. Ces rencontres ont pour but d'encourager et de soutenir des jeunes qui ont un projet de création d'activité, agricole ou non, en milieu rural.**

Dans des territoires touchés par l'exode rural et la désertification agricole, le MRJC invite les jeunes à laisser libre cours à leur rêve en approfondissant leur réflexion, à l'écoute de témoins, au cours d'ateliers et de visites d'expériences. Deux week-ends pour confronter leur idée à la réalité : passer au stade de projet, évaluer toutes les options possibles, ébaucher le montage économique, inscrire ce choix dans son parcours de vie... c'est l'occasion de bénéficier de l'expérience des intervenants, d'augmenter la connaissance des acteurs clés du territoire et d'aller à la rencontre de personnes qui ont réussi leur installation.

Ces rencontres s'inscrivent dans un objectif global du MRJC et d'un certain nombre d'acteurs locaux afin de favoriser l'installation agricole et la valorisation d'un formidable patrimoine culturel et naturel à préserver. D'autre part, elles tentent de répondre à deux enjeux majeurs, le chômage grandissant des jeunes, particulièrement en zone rurale et le renouvellement de la génération d'agriculteurs qui partira à la retraite d'ici 10 à 15 ans (50 % des chefs d'exploitations actuels).

► **Rêve d'installation** : les 29-30 avril et 27-28 mai en Morbihan.  
**Contact : Anne-Hélène Riou, animatrice permanente**  
[morbihan@mrjc.org](mailto:morbihan@mrjc.org) 06 98 82 78 25